

Une agence publique pour encadrer le développement de l'intelligence artificielle au Japon

Samia Lokmane-Khelil

Depuis ce mois de janvier, au Japon, une agence publique encadre le développement et le déploiement de l'intelligence artificielle (IA). Cette nouvelle entité, baptisée AI Safety Institute, sera créée au sein de l'agence japonaise de promotion des technologies de l'information, l'IPA, et sera dépendante du ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie.

Le Premier ministre, Fumio Kishida, avait annoncé en décembre la mise en place de cet institut, qui rassemblera un large éventail d'experts dans le domaine de l'IA, de la cybersécurité et de la sécurité nationale, issus du secteur économique, du milieu universitaire et du secteur public. Des représentants du gouvernement siègent au sein l'agence, qui doit établir des normes de sécurité que les développeurs de systèmes d'IA devront respecter lors de la conception et de la commercialisation de leurs produits.

L'AI Safety Institute est également missionné pour mettre en place un système d'évaluation de la sécurité des systèmes d'IA, dont les modèles génératifs. À cette fin, des logiciels destinés à la réalisation de tests seront créés et fournis aux entreprises. Dans le cadre d'une nouvelle réglementation sur la certification des systèmes d'IA, l'Institut est censé agir comme un organisme d'accréditation et délivrera des certificats aux développeurs après évaluation de leurs produits.

Son rôle, enfin, est de mener des recherches et des enquêtes pour identifier et neutraliser les systèmes d'IA qui présentent des risques d'atteinte à la vie privée ou en matière de cybersécurité par exemple. La propagation de *deepfakes* (hypertrucages) générés par l'IA inquiète aussi le gouvernement. Il y a quelques semaines, une vidéo truquée montrant le Premier ministre critiquant son propre bilan avait cumulé des millions de vues sur les réseaux sociaux. Les autorités avaient vivement réagi en estimant que l'enregistrement faisait partie d'une "*campagne de désinformation orchestrée qui nuit aux fondements de la démocratie*".

Cependant, aucune poursuite n'avait été engagée contre l'auteur. En effet, le droit nippon ne prévoit pas de sanctions contre les auteurs de *deepfakes* car au moment de l'adoption de la loi sur l'intelligence artificielle de 2018, cette technique n'était pas encore développée. Aussi l'État japonais tente-t-il de se rattraper en favorisant une régulation plus rigoureuse et plus adaptée de l'IA.

Moteur de développement économique

À l'international, le Japon a milité au sein du groupe des pays les plus industrialisés (G7) pour l'adoption, en octobre dernier, d'un code de conduite qui comporte des recommandations non

contraignantes en faveur d'une IA *“sûre, sécurisée et digne de confiance”*. Il prépare actuellement aussi un nouveau cadre réglementaire national sur l'IA qui favorise les principes d'éthique et protège les intérêts des citoyens. Cependant, à l'opposé de l'Union européenne (UE), le Japon estime qu'un régime très strict pourrait freiner l'innovation.

“Avec l'UE, la question est moins de savoir comment promouvoir l'innovation que de responsabiliser les entreprises déjà grandes”, avait indiqué Yutaka Matsuo, président du conseil de stratégie de l'IA du gouvernement japonais, en juin dernier. Face au déclin démographique et au vieillissement de sa population, le Japon mise beaucoup sur l'intelligence artificielle comme un moteur de développement et de compétitivité économique à l'échelle mondiale.

Il y a quelques mois, alors que certains États occidentaux avaient montré de la méfiance à l'égard de ChatGPT, le robot conversationnel de l'entreprise américaine OpenAI, le gouvernement nippon avait annoncé son intention de se servir du logiciel pour simplifier l'accès aux services publics. Certaines municipalités ont aussi recours à ChatGPT comme assistant administratif pour pallier la pénurie d'agents publics.

Tout dernièrement, le ministère de la Justice a commencé à tester l'IA pour la traduction de textes de lois en anglais afin de les mettre plus rapidement à la disposition des investisseurs. En confiant les tâches de traduction à l'IA, le ministère souhaite aussi que les fonctionnaires puissent se concentrer sur des tâches plus importantes.